



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le-Puy-en-Velay, le 04/04/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2023

Partie nominative

MOULIN SAS

ZA de Rousset
43600 Les Villettes

Affaire suivie par : MALTESE-SURGET Léa
Téléphone : 04 71 06 62 36
Courriel : lea.surget@developpement-durable.gouv.fr
Références : UiD4243-MEA-023-0124
Code AIOT : 0005600961

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 03/04/2023 de l'établissement MOULIN SAS implanté TEYSSONEYRE- LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE-COMBE - BERTRAND 43600 Les Villettes. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- MALTESE-SURGET Léa, Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire, MEA, inspecteur de l'environnement
- CHRISTOPHE Carole, Service prévention des risques industriels, climat, air, énergie, P4S, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Alexandre JARDIN, Responsable foncier environnement, Roger Martin
- Guillaume SATIN, Chef de secteur, Roger Martin
- Stéphane CABES, Directeur technique - chef d'établissement, Roger Martin

Le courriel d'échange avec l'administration est à compléter (au moins l'adresse de Guillaume SATIN: guillaume.satin@rogermartin.fr)

Rédacteur	Co-rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Léa MALTESE-SURGET	L'inspecteur de l'environnement Carole CHRISTOPHE	Le chef délégué de l'Ud Loire- Haute-Loire Guillaume PERRIN

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 03/04/2023 de l'établissement MOULIN SAS implanté TEYSSONEYRE- LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE- COMBE - BERTRAND 43600 Les Villettes, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le-Puy-en-Velay, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MOULIN SAS

ZA de Rousset
43600 Les Villettes

Références : UiD4243-MEA-023-0124
Code AIOT : 0005600961

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2023 dans l'établissement MOULIN SAS implanté TEYSSONEYRE- LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE- COMBE - BERTRAND 43600 Les Villettes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre du Plan de Contrôle de la DREAL 2023. La dernière inspection a eu lieu le 19 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULIN SAS
- TEYSSONEYRE- LA GARDE - LA COTE DE LA REVEYRE- COMBE - BERTRAND 43600 Les Villettes
- Code AIOT : 0005600961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Roger Martin SA a racheté la carrière des Villettes à la société Moulin en juillet 2020. L'exploitant dispose d'un arrêté d'autorisation du 23 février 2018. Environ neuf employés travaillent sur site. L'exploitation a lieu tout au long de l'année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la précédente inspection
- Conduite de l'exploitation
- Environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.1, 1.2 et 3.4.1	/	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 08/07/2020, article 1.5 et 4.6	/	Sans objet
3	Fin d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.7.1	/	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
5	Eaux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.2	/	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.4	/	Sans objet
7	Poussières	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.3	/	Sans objet
9	Centrale d'enrobés à chaud	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fourni un vrai effort de connaissance et de réappropriation de l'installation depuis son rachat.

La carrière est bien tenue et l'exploitant a une bonne gestion de cette dernière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.1, 1.2 et 3.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE et évolution du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit respecter les moyennes et les maximums d'activité prévus par son tableau de rubrique ICPE. 2510-1. CARRIERE : Moyenne 200 000 t/an ; max 300 000 t/an. 2515-1. INSTALLATIONS BROYAGE/CONCASSAGE : 1150 kW. 2521-1. CENTRALE ENROBES : 120t/h max. Puissance brûleur 7 MW maximum. 4801-2. STOCKAGE MATIERES BITUMEUSES : 2 cuves de bitumes de 30 tonnes maximum. Total : 60 tonnes. 4718-2b STOCKAGE DE GAZ : 32t. 2517 TRANSIT PRODUITS MINERAUX : 10 000 tonnes. Superficie inférieure à 5000m2. 2524. ATELIER DE DECOUPE : 210kW. L'exploitation doit avoir lieu sur les parcelles autorisées. Article 3.4.2. Les garanties financières doivent être à jour.</p> <p>Constats : ICPE. 2510-1. CARRIERE : L'exploitant respecte les tonnages prévus par son autorisation. Il est bien en deçà des maximums prévus, 2515-1. INSTALLATIONS BROYAGE/CONCASSAGE : pas d'évolution, 2521-1. CENTRALE ENROBES : pas d'évolution, 4801-2. STOCKAGE MATIERES BITUMEUSES : pas d'évolution, 4718-2b STOCKAGE DE GAZ : : pas d'évolution, 2524. ATELIER DE DECOUPE : 210kW. : pas d'évolution, Il n'y a pas eu d'acquisition de nouvelles parcelles. Article 3.4.2. Les garanties financières sont à jour. Un acte de cautionnement du 09/12/2019 couvre la période du 01/01/2020 au 31/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2020, article 1.5 et 4.6
Thème(s) : Situation administrative, Phasage d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.5.1 PRINCIPE D'EXPLOITATION. L'extraction est réalisée à ciel ouvert et à sec, par abattage d'explosifs suivant des tranches parallèles aux fronts, à l'aide d'engins mécaniques terrestres. Les installations fonctionnent de 7h à 19H.</p> <p>1.5.2 : le défrichement est réalisé de manière progressive et coordonnée du 01 septembre au 31 mars. Le décapage est réalisé au fur et à mesure de la progression. Le stockage provisoire des matériaux se fait de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales et les stériles. Les matériaux de découverte sont positionnés en merlon-écran périphérique.</p> <p>1.5.3 EXTRACTION. La côte minimale d'extraction est de 645m NGF. 4 à 8 fronts de taille de 10 à 15 m de hauteur et 8 à 10m de largeur. Les matériaux seront abattus sur 3 à 8 fronts de taille de 10 à 30 m de hauteur maximale et de 10m de largeur minimale. Le sous-cavage est interdit. Dans la partie Ouest de la carrière (ou zone 1), la reprise des gradins au droit du front Nord-Est s'effectuera à partir de la cote 720 m NGF sans recul du front, avec deux gradins de 30 m descendant jusqu'à la cote 660 m NGF, soit un approfondissement d'environ 15 m par rapport au fond de fouille actuel (676 m NGF). Pour le front Sud-Ouest, la même géométrie est envisagée mais le front sera reculé vers le sud, ce qui nécessitera à terme le déplacement des installations de concassage (actuellement à la cote 708 m NGF).</p> <p>Dans la partie Est de la carrière (ou zone 2), la reprise de l'exploitation du front Nord-Est se fait d'abord en gradins de 15 m de hauteur séparés par des banquettes de 10 mètres de largeur puis in fine avec des gradins de 30 m de hauteur. Le sommet de l'exploitation sera reculé, jusqu'à la limite des parcelles n° 38, 39, 40 et 41 dans l'alignement de la zone 1, sans préjudice du respect de la bande des 10 mètres.</p> <p>1.5.5 STOCKAGE DES MATERIAUX. Les quantités de matériaux extraits ainsi que les stocks de matériaux bruts et préparés feront l'objet de l'évaluation par un géomètre à la fin de chaque année.</p> <p>4.6.1 L'exploitant établit un plan orienté de la carrière faisant figurer un certain nombre d'informations (avoir l'arrêté préfectoral) et est mis à jour tous les ans.</p> <p>1.5.7 ENTRETIEN : le carreau est maintenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons ne doivent pas s'accumuler.</p> <p>1.8.2. Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé. La stabilité des terrains voisins ne doit pas être compromise.</p> <p>3.2.1 L'étude de stabilité des fronts est mise à jour tous les 5 ans, au moins, ou plus fréquemment si les circonstances le justifient.</p> <p>Constats : 1.5.3 La côte minimale actuelle est 667m. L'exploitant se situe en milieu de phase 1. On note un petit retard d'exploitation.</p> <p>L'extraction a lieu en dent creuse, dans le fond de fouille, à un rythme d'environ 1 tir toutes les 3 semaines/1 mois. Le massif est faillé, ce qui rend parfois l'exploitation difficile. Les fronts situés près de la partie sommitale ont été retravaillés afin de garantir leur stabilité, mais ils n'ont pas été exploités.</p> <p>A noter que la météo (brouillard) a limité la vérification de l'aspect des fronts.</p> <p>4.6.1 Un plan à jour du 16 janvier 2023 a été présenté.</p> <p>1.5.5: Une estimation des volumes a été effectuée par drone. Elle présente l'avantage d'une plus grande sécurité (exposition à un risque de chute des opérateurs en bord de piste).</p> <p>1.5.7 La vue aérienne par Google Maps laissait entrevoir en partie sommitale ce qui semblait ressembler à des déchets en certaine quantité, parfois pris dans la végétation. L'exploitant a déclaré que ces déchets appartenaient à l'agence travaux Moulin ; ils avaient bien connaissance de cette problématique et ont entrepris un travail de tri et d'évacuation. La visite a permis de constater la présence de divers matériaux et objets (ferrailles, pièces mécaniques, plastiques...) en quantité moindre que ce que laissait apparaître la vue aérienne. L'exploitant doit poursuivre ses efforts d'évacuation des matériaux dont il n'a plus l'usage.</p> <p>1.8.2. Les bords de l'excavation sont bien tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé.</p>

3.2.1 : Il n'y a pas de circonstances justifiant la nécessité de mettre à jour l'étude de stabilité des fronts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : L'exploitant doit poursuivre ses efforts d'évacuation des matériaux dont il n'a plus l'usage.

N° 3 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 1.71
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état est coordonnée à l'avancement des travaux d'exploitation et effectuée à partir de la première phase quinquennale d'exploitation. D'une manière générale, les stériles de la découverte et de l'exploitation sont réutilisés le plus rapidement possible au modelage des terrains déjà exploités. Article 1.7.2. Dans le cadre de la remise en état de la carrière, les apports de déchets inertes sont autorisés (cf article 2.8.1). le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Article 2.8.1 : Les déchets admissibles en remblayage sont (hors provenance de sites contaminés) : - 17 01 02 : briques - 17 01 03 : tuiles et céramiques - 17 01 07 : mélanges de béton, tuiles, briques et céramiques (déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés) - 17 02 02 : verre (sans cadre ou montant de fenêtre) - 17 05 04 : terres et cailloux (hors terre végétale et tourbe) - 20 02 02 : terres et pierres (hors terre végétale et tourbe) Déchets entrant dans la catégorie de l'annexe I de l'AM du 12/12/2014, ou annexe II après procédure d'acceptation préalable incluant a minima un test de lixiviation.
Constats : Il n'y a pas encore eu d'accueil des déchets inertes extérieurs à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des déchets (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour du plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Le PGD est à jour et il n'y a pas de constat sur site nécessitant son actualisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2.3 . Suivi piézométrique avec contrôle qualité tous les 3 ans (1er piézo installé en fin de phase 1 ou en début de phase 2).</p> <p>Valeurs limites des eaux rejetées dans le milieu naturel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5,5 < pH < 8,5 - température < 30°C - MEST < 35 mg/L - DCO < 125 mg/L - Hydrocarbures < 10mg/L Couleur < 100 mg mg Pt/L <p>2.2.5 Un contrôle de la qualité des effluents rejetés est effectué une fois par an.</p>
<p>Constats : 2.2.3 Le suivi piézométrique n'a pas été mis en place car l'exploitation ne se situe pas en fin de phase 1. L'implantation des piézomètres devra faire l'objet d'échanges avec l'inspection pour s'assurer de leur utilité au regard des enjeux.</p> <p>2.2.5 L'analyse du 07/07/22 révèle des résultats non-conforme en MES (41 mg/L au lieu de 35mg/L). Cependant il n'y a pas de rejet en direct au milieu naturel. Les eaux se rejettent dans un bassin, dans lequel l'eau est pompée pour le lavage des matériaux ou l'arrosage des pistes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué en limite du périmètre autorisé et dans les zones à émergence réglementée tous les 3 ans.</p>
<p>Constats : Une analyse a été effectuée le 25/07/22. Elle révèle des émergences non-conformes au niveau du point ZER1 (15 dB(a) au lieu de 5 dB(a)). A noter un bruit ambiant faible et une absence de plainte des riverains.</p> <p>Cette analyse a été faite après l'installation d'un nouveau concasseur.</p> <p>L'exploitant a mené des actions pour limiter les émissions de bruit sur son installation et a replanifié une analyse.</p> <p>L'exploitant doit, sous 6 mois, faire part du plan d'action pour la réduction des émissions de bruit et transmettre une nouvelle analyse.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : L'exploitant doit, sous 6 mois, faire part du plan d'action pour la réduction des émissions de bruit et transmettre une nouvelle analyse.

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière. 2.3.2 STOCKAGES DES MINERAUX : les fillers doivent être confinés. 2.3.3 Contrôle des émissions de poussières : Les campagnes de mesures durent 30 jours et sont réalisées tous les 3 mois. Si au bout de 8 campagnes, les résultats sont $< 500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante, la fréquence devient semestrielle (méthode des jauges de retombées).
Constats : Des analyses du 22 juillet 2022 ont été présentées et elles étaient conformes. L'analyse d'hiver 2022 a été décalée au début d'année 2023. A noter d'importants travaux d'abattement des poussières sur l'installation par brumisation au primaire, et au tertiaire par aspiration, capotage, limitation de la hauteur de chute des matériaux et de la vitesse des tapis, qui devraient en outre réduire l'exposition des travailleurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Centrale d'enrobés à chaud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : 2.3.4 Contrôle de la conformité des rejets atmosphériques. Mesure de débit et analyse annuelles. Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs suivantes : - poussières $< 50 \text{ mg/Nm}^3$ - COV (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total $< 100 \text{ mg/Nm}^3$ (si flux $> 2 \text{ kg/h}$) - oxydes de soufre (exprimés en SO_2) $< 300 \text{ mg/Nm}^3$ (si flux $> 25 \text{ kg/h}$) - oxydes d'azote (exprimés en NO_2) $< 500 \text{ mg/Nm}^3$ (si flux $> 25 \text{ kg/h}$)
Constats : Une analyse a été menée le 08/07/22. Elle contient l'ensemble des paramètres réglementaires. On note un dépassement concernant les poussières, avec une valeur de 92 mg/m^3 au lieu de 50 mg/m^3 . Des travaux ont été réalisés le 28/02/23 pour une réparation du filtre et amélioration de l'installation. Une nouvelle analyse est prévue. L'exploitant doit rendre compte des actions mises en place et transmettre la nouvelle analyse des rejets atmosphériques à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : L'exploitant doit rendre compte des actions mises en place pour la réduction des émissions de poussières et transmettre la nouvelle analyse des rejets atmosphériques à l'inspection.